

L'Europe après Napoléon, une paix impossible ?

Annie JOURDAN

Comment faire la paix après la violence des guerres napoléoniennes ? Adam Zamoyski propose une relecture des tractations et des résultats du congrès de Vienne en 1814-1815. Cet épisode se clôt, selon l'historien, sur une paix ratée dont l'oubli des revendications nationales est à l'origine des révolutions et des guerres du XIX^e siècle.

Recensé : Adam Zamoyski, *Rites of Peace. The Fall of Napoleon and the Congress of Vienna*, Harper, Londres, 2007, 634 p.

« Vienne dansait », c'est l'image caricaturale qui s'est conservée du Congrès de 1814-1815. Adam Zamoyski ne la contredit pas, mais l'enrichit sous mille facettes. Dans les quelque six cents pages qu'il consacre aux événements fondamentaux qui se sont déroulés entre la défaite de Russie et la chute de l'Aigle, l'auteur a lancé un défi qui est celui de tous les historiens méticuleux : reconstruire un épisode essentiel de notre passé et le rendre compréhensible. Il fait mieux : il lui donne vie.

La forme même du récit est tellement pétillante qu'il se lit comme on lit un roman. Les acteurs y sont bien campés, physiquement et moralement, de sorte qu'on les voit quasiment vivre, lutter, perdre ou triompher. Les acolytes – hommes ou femmes, et parmi celles-ci, des femmes exceptionnelles de beauté ou d'intelligence – ne demeurent pas en reste. L'auteur leur

accorde une grande attention et les ressuscite le temps d'une valse, d'une réception ou d'une aventure, comme il y en eut tant durant la période. Ils forment le décor d'une scène brillante et d'un monde à jamais disparu, mais ils permettent aussi de mieux suivre et comprendre les personnages principaux et ce qui les meut.

Jusqu'ici rares étaient les informations fiables sur le sujet, car trop marquées au sceau d'un nationalisme conscient ou inconscient. L'Angleterre a ainsi eu ses thuriféraires qui vantaient la générosité de leur nation. Seule, elle n'aurait rien exigé en compensation de son lourd investissement (700 millions de livres), n'en déplaie au silence des traités sur sa suprématie maritime ou sur les colonies subtilisées à l'une ou l'autre des alliées de Napoléon. La France n'a pas fait moins, mais sur un autre ton. Pour elle, l'Europe tout entière s'était injustement liguée contre la Grande Nation. Et qui sait ce qui s'est dit ailleurs ! Le fait est qu'un livre sérieux sur cet épisode essentiel de l'histoire de l'Europe faisait défaut. Et quand il y en a, ces ouvrages se concentrent le plus souvent sur Napoléon, tandis que sont passés sous silence les points de vue distincts et variés des alliés autrichiens, prussiens, russes et britanniques. Or, comment comprendre l'issue du congrès sans savoir ce qui motivait les alliés en question ? Appréhender un problème nécessite obligatoirement une analyse des divers points de vue, sous peine de ne pas être scientifique. En histoire comme ailleurs. C'est une des qualités de l'ouvrage, et non des moindres, que de refuser justement tout parti pris national.

L'auteur a des atouts inestimables. Né en Grande-Bretagne de parents polonais et travaillant aux États-Unis, il possède une double, voire une triple culture qui lui permet de prendre ses distances vis-à-vis d'un événement douloureux pour la plupart des pays – ou faut-il dire États-nations ? – européens. Aussi fonctionne-t-il en un sens comme un metteur en scène qui introduit patiemment (mais avec une ironie certaine) ses dizaines d'acteurs principaux. Il les anime et les suit pas à pas au cours de palabres délicats, de festivités somptueuses et de préoccupations diplomatiques au plus haut niveau. Vienne dansait certes, mais pas seulement dans les palais des princes. La diplomatie menée durant ces quelques mois, voire années, puisque les dernières mesures ne furent prises qu'en 1818-1820, ressemblait elle aussi à une valse, où le partenaire d'aujourd'hui n'est pas forcément celui de demain. Napoléon lui-même sut ce qu'il en était, lui qui crut à plusieurs reprises pouvoir encore rallier soit le Tsar de Russie, soit l'empereur d'Autriche. En vain.

Des puissances divisées

Les acteurs, qui étaient-ils au juste ? Et surtout que désiraient-ils ? Le premier était sans nul doute Napoléon qui, au lendemain de la défaite de Russie, pensait pouvoir se refaire et, par une victoire décisive, parvenir à une paix honorable. Les autres, réunis tout d'abord à Reichenbach, où ils étaient convenus de leur stratégie à venir – contre celui qui les faisait trembler et auquel ils ne faisaient plus confiance –, comptaient parmi leurs rangs l'adversaire le plus décidé de l'empereur des Français, le tsar Alexandre Ier et le roi de Prusse, Frédéric Guillaume III, qui l'était tout autant. À leurs côtés se trouvait l'empereur d'Autriche, moins virulent, certes, mais circonspect. Sur les bons conseils de Metternich, lui était prêt à clore une paix raisonnable avec la France, afin de ne pas l'affaiblir au profit de la Prusse ou de la Russie. Venait enfin l'Angleterre, qui elle n'avait jamais reconnu Napoléon Ier et persistait à le nommer «Bonaparte ». En vérité, l'Angleterre était peu au courant de ce qui se passait réellement sur le continent. Question mode ou question diplomatie, elle faisait piètre figure. Il lui fallut du temps pour en saisir les enjeux et reformuler sa position.

Les quatre grandes puissances coalisées contre l'empire napoléonien avaient donc toutes des préoccupations différentes et souvent antagonistes, mais aussi changeantes selon leur(s) allié(s) du moment. Ainsi, l'Autriche isolée devait rallier la Bavière et divers pays allemands pour contrer les manœuvres des agents prussiens Stein ou Hardenberg, lesquels rêvaient d'unir l'Allemagne sous la houlette de Berlin, ou les intrigues d'Alexandre, qui se flattait de reconstruire un royaume libéral en Pologne sous sa haute protection. La Prusse comptait sur l'aide de la Russie et vice versa. L'Autriche préférait se tourner vers la France ou l'Angleterre. Mais tous craignaient que Napoléon ne soudoie discrètement une des puissances et ne réduise à néant leurs beaux projets. Cela explique pour une part les négociations entreprises en 1813 et 1814 avec l'empereur des Français et abandonnées par la suite. Autre explication de l'échec d'une paix raisonnable : le fait que chaque protagoniste avait ses *desiderata*. Alors que l'Autriche était obsédée par le sort à venir de l'Allemagne ou de la Pologne, l'Angleterre exigeait que la France renonce à la Belgique ; que les monarchies d'Espagne et du Portugal soient restaurées ; que l'Italie soit délivrée et protégée de toute incursion française et surtout que la coalition agisse comme un seul homme et cesse de concevoir des traités fantaisistes avec «l'usurpateur » – ainsi que le faisait Metternich, le grand diplomate autrichien. Quant à Napoléon, il refusait toute négociation qui subtiliserait à la France ses frontières naturelles.

Les petits et moyens États étaient comptés pour pas grand-chose, tout au plus pour des alliés opportuns quand il s'agirait de passer aux actes. Que ce soit le royaume de Württemberg, la Suisse ou les îles ioniennes, ils étaient dépendants du bon vouloir des quatre grands. Une fois qu'ils avaient rejoint la coalition, les promesses étaient légion et, avec elles, les attentes. Le problème des petits États du reste était de choisir le bon moment pour renoncer à leur alliance avec la France au profit des alliés. À force de tergiverser, le roi de Saxe faillit ainsi perdre sa couronne au lendemain de la défaite de Leipzig. En octobre 1814, en effet, Napoléon fut battu par la coalition : première grande défaite qui allait mener à sa chute, que sanctionnerait l'issue malheureuse de la campagne de France. Entre-temps, et sur l'initiative d'Alexandre qui rêvait d'une entrée triomphale à Paris, les troupes alliées avaient largement dépassé le Rhin qui avait été leur destination initiale. Jaloux de se produire en héros magnanime sur la scène qui passait à l'époque pour la plus belle du monde, le Tsar avait précédé à Paris les alliés et préparait avec Talleyrand le traité du 30 mai 1814 – plutôt généreux à l'égard de la France, et ce, à l'indignation des Prussiens revanchards. La première partie du livre se concentre ainsi sur la chute de Napoléon et le retour des Bourbons que personne n'appelait de ses vœux, excepté Talleyrand et l'Angleterre, mais dans une moindre mesure¹. Metternich songeait plutôt à une régence, tandis que le Tsar aurait souhaité remplacer ce dernier par Bernadotte, devenu entre-temps roi de Suède. Mais tous reprochaient au Tsar d'avoir exilé Napoléon sur une île si proche de l'Italie et de la France, et ils songeaient déjà à l'éloigner. Une fois brossée la situation globale de l'Europe de 1814 et décrits les partis en présence, vient l'heure du fameux congrès.

Des négociations dans l'impasse

Annoncé comme l'événement du siècle et comme ouvrant la voie à la véritable liberté contre l'impérialisme napoléonien, le Congrès devait mener à une paix perpétuelle et rééquilibrer l'Europe sur un mode libéral. Alexandre s'en disait le Sauveur et le régénérateur, là où Metternich se flattait de son génie tout diplomatique et où Castlereagh, le ministre britannique, se louait de ses subtils projets de reconstruction au nord du continent ou de ses brillantes idées quant à la répartition à venir des colonies françaises. C'est ainsi qu'il prévoyait notamment de céder la Guadeloupe à la Suède. Mais tous continuaient à se défier les uns des autres. Très vite, en effet, il fut moins question de paix perpétuelle et de

¹ Zamoyski signale qu'il n'a pu s'étendre trop longuement sur la Restauration des Bourbons, qui n'était pas son sujet. Pour en savoir plus à ce propos, voir le livre passionnant d'Emmanuel de Waresquiel, tout juste paru, *Cent Jours. La tentation de l'impossible, mars-juillet 1815*, Paris, Fayard, 2008.

restitutions légitimes que de compensations et d'équilibre des (grandes) puissances. Ce qui était devenu manifeste depuis les premières négociations, à savoir que la Prusse et la Russie entendaient bien retrouver et arrondir leurs anciens territoires, ne fit que s'amplifier. Alexandre mit ainsi les alliés devant le « fait accompli » et maintint ses troupes en Pologne. La Prusse fit de même en Saxe, au grand dam de Metternich et de Castlereagh qui souhaitaient son indépendance. Décidés à ne pas laisser faire et à sauver la fédération allemande, ces derniers conclurent début 1815 un traité avec la France nouvelle, ce qui leur donnait un allié de poids en la personne de l'incontournable Talleyrand. Le plus grand obstacle était donc la recomposition de l'Allemagne et celle de la Pologne, mais posaient également problème les promesses faites à la Suède, notamment la remise de la Norvège à Bernadotte, alors que depuis cinq cents ans, le petit pays était entre les mains du Danemark et n'entendait pas devenir suédois ; et puis, il y avait les assurances données à Murat, roi des Deux Siciles ou à Eugène de Beauharnais, vice-roi d'Italie tout juste détrôné qu'Alexandre souhaitait aider. Comment compenser les souverains lésés par la chute de Napoléon sans faire tort aux anciens princes ou sans diminuer les indemnités exigées par les grandes puissances ?

L'impasse où aboutissaient inévitablement les discussions explique la durée du congrès. Ouvert le 1^{er} octobre 1814 et prévu initialement pour durer quatre à six mois, il ne publia son acte final que le 26 juin de l'année suivante – après Waterloo. Encore tous les détails n'étaient-ils pas réglés. Entre autres, la recomposition de l'Italie. Zamoyski excelle à en décrire les longues journées et les somptueuses soirées ; les intrigues des grands et des petits ; les apories insolubles et les vulgaires intérêts. C'est en cela qu'il donne vie à ce qui faillit devenir une catastrophe. Sans le « vol de l'Aigle » et les Cent Jours, qui rallièrent contre la France des alliés déchirés par des querelles interminables, le Congrès en effet aurait pu se terminer par une guerre entre les divers camps, puisque aucun ne voulait jeter du lest. Le Tsar en était même venu à ne plus adresser la parole à Metternich et vice versa. Le roi de Prusse menaçait. Les roitelets d'Europe intriguaient les uns contre les autres, quitte à faire fort mauvais usage de leurs maîtresses pour découvrir ce qu'on leur cachait. Le retour de l'île d'Elbe de « l'usurpateur » mit fin à ces intrigues et désaccords et accéléra les pourparlers. Entre-temps, le congrès fatigué ne dansait plus guère. Visiteurs et diplomates étaient épuisés et ruinés, mais aussi désabusés. Le chancelier Metternich avait perdu la princesse de Sagan dont il était follement amoureux ; le Tsar, lui, avait terni son auréole de Sauveur et son prestige d'empereur de toutes les Russies : les femmes le délaissaient. Une d'entre elles eut même l'impertinence de lui refuser une valse, sous prétexte qu'il avait les mains moites. Le

charme avait cessé d'opérer et la cour de Vienne se désemplassait peu à peu. Le temps avait fait son œuvre : on était las.

L'Europe des monarchies

Les résultats furent à la hauteur des difficultés, des enjeux et des rivalités. Œuvre de compromis, l'Europe nouvelle tenait peu compte des droits des nations, n'en déplaise aux aspirations premières ou aux changements opérés par la Révolution et l'Empire. Bien au contraire, le partage entre les alliés fidèles à la coalition s'était fait à partir du nombre d'habitants et sans respect aucun pour leurs origines et leurs attachements. En Allemagne même, soixante pour cent des citoyens (re)devenus sujets) avaient changé de maître. La Pologne était (re)partagée en trois – entre la Prusse, l'Autriche et la Russie. Certes, Alexandre avait tenu sa promesse et créé un royaume polonais constitutionnel sous sa protection, mais il ne tarda pas à s'en irriter et musela bientôt les libertés qu'il lui avait lui-même accordées. Au nord de la France, ainsi que l'avait voulu l'Angleterre, le royaume des Pays-Bas réunissait les anciennes Provinces-Unies et la Belgique, en dépit des divergences qui les opposaient. L'Italie n'était pas plus gâtée, puisqu'elle retrouvait ses anciens maîtres lesquels n'avaient rien appris ni rien oublié, tandis que l'Autriche avait reconquis ses anciennes provinces et récupéré la république de Venise que lui avait cédée Bonaparte sous le Directoire, avant de la reprendre sous l'Empire. Gênes elle-même avait été offerte au roi de Sardaigne. Ne restait plus désormais en Europe qu'une république : la Suisse, quelque peu modernisée au détriment de Berne l'oligarchique.

L'Europe issue du congrès était donc presque entièrement monarchique et, en dépit des promesses libérales de 1813-1814, toujours pas constitutionnelle, à l'exception de la France bourbonnienne et du royaume des Pays-Bas, qui se dotèrent d'une charte plutôt libérale. À peine revenu au pouvoir, le roi d'Espagne avait emprisonné les libéraux réformateurs et jeté aux orties leur texte constitutionnel de 1812. En Sicile et en Sardaigne, voire à Rome, tous les progrès enregistrés depuis une vingtaine d'années furent réduits à néant. Castlereagh s'en mordait les doigts, ce qui fut peut-être à l'origine de sa maladie et de son suicide dans l'été 1822. Le deuxième traité de Paris de 1815, qui sanctionnait la défaite de Waterloo, illustre bien le glissement à l'œuvre d'une année à l'autre. Il visait délibérément à punir la France, qui s'était avérée trop bonapartiste et ne cherchait même plus à épargner la popularité de Louis XVIII : les conditions étaient sévères, trop sans doute, ainsi que le regrettera plus tard l'Angleterre. Les alliés en profitèrent pour exiger de nouveaux territoires qui leur permirent

de compenser la Prusse, encore et toujours avide d'expansion ou les Pays-Bas, dont l'Angleterre souhaitait renforcer les frontières contre une France perçue comme dangereuse et incorrigible. Entre-temps, dans les divers pays européens, les habitants maltraités par les troupes alliées en venaient à regretter le « bon vieux temps » de Napoléon. Parmi eux, les esprits les plus acerbes constataient que le congrès tant célébré avait sans doute été plus arbitraire que jamais « l'Ogre » ne l'avait été. Bref, les déceptions étaient légion, ce qui n'était pas fait pour exorciser les attentes nées de la Révolution. Le Congrès dansait certes, mais il dansait à contretemps.

Une paix ratée à l'origine des guerres du XIX^e siècle

Tout cela conduit l'auteur à conclure qu'en vérité, le congrès est à l'origine des guerres civiles, des révolutions et des querelles entre nations qui ponctuent tout le XIX^e siècle. Il conteste les conclusions de Henri Kissinger et de Paul Schroeder², selon lesquels le Congrès de Vienne aurait reconstitué une Europe viable et pacifique. Zamoyski à l'inverse y voit le germe de tous les conflits à venir. Pour ce qui est des guerres civiles et des révolutions, on ne saurait lui donner tort, puisque les diplomates de l'époque, obsédés par les compensations à concéder aux uns et aux autres, ont tout à fait ignoré et foulé aux pieds les sentiments nationaux ou patriotiques des populations, traitées comme un vulgaire bétail dont on compte les têtes. Qui plus est, frustrées dans leurs ambitions d'hégémonie, la Prusse et la Russie ont malgré tout acquis une prépondérance, dont l'exilé de Sainte-Hélène prédira à loisir les dangers. De là, les guerres du XIX^e siècle.

Un compte rendu ne permet jamais de reproduire le plaisir de lire qu'a procuré un ouvrage. Celui-ci plus qu'un autre, car il est impossible en quelques pages de témoigner de sa richesse, de son style, de son érudition³ et de relever en détail les nouvelles perspectives qu'il propose sur un événement essentiel de l'histoire européenne. Mieux vaut le lire, et pourquoi pas, le traduire en français! Il en vaut pleinement la peine.

Texte paru dans laviedesidees.fr, le 10 octobre 2008

© laviedesidees.fr

² À ce sujet, Henri Kissinger, *A World Restored. Metternich, Castlereagh and the Problem of Peace, 1812-1822*, Londres, 1957 ; Paul Schroeder, *The Transformation of European Politics, 1763-1848*, Oxford, 1994.

³ L'auteur se fonde sur une multitude de documents : journaux intimes, mémoires, archives nationales et rapports des services secrets, notamment de l'Autriche, qui ne le cédait en rien à Napoléon sur ce qui touchait la police.